

1962 : le peuple français est un grand berné de l'histoire...

Par Claire Navarro et Georges Belmonte

écrit par Christine Tasin | 22 novembre 2013



Suite de [1962 : L'Amnésie française](#)

Les victimes passées sous silence, le 5 juillet comme date emblématique

Pour conclure l'analyse de ces comportements indécents, dans l'oubli et le mépris de victimes innocentes de crime contre l'humanité (les disparus en Algérie, le massacre du 5 juillet et le massacre des «Harkis(1)»). Nous avons lancé une pétition qui en appelle à la conscience de citoyen du monde de tous horizons, de toutes origines, de toutes ethnies, de toutes religions. Toutes les victimes innocentes, parce qu'elles furent sacrifiées non pas, pour ce qu'elles avaient fait mais, pour ce qu'elles étaient, doivent avoir droit au même respect et à la même reconnaissance des souffrances endurées.

Force est de constater que pour le 5 juillet 1962 en

particulier ce n'est pas le cas. Cet événement est **passé sous silence** C'est pourquoi nous venons porter à l'attention des consciences élevées par l'Esprit de l'éthique, la connaissance de ce massacre.

[youtube width= »380" height= »258"]<http://youtu.be/hTW0uIWreX0>[/youtube]

[youtube width= »380" height= »258"]<http://youtu.be/m0uVyGfccR8>[/youtube]

Oran était la plus européenne des villes d'Algérie mais aussi des villes d'Afrique. Jusqu'aux années 60, elle vécut dans une certaine stabilité pacifique, avec une forte coexistence ethnique et religieuse. Avec ses populations mêlées, son existence même contredisait la vision manichéenne d'une Algérie séparée en deux camps hostiles.

Les pseudos «Accords d'Evian» devaient garantir après le 19 mars 1962, le respect et la protection des populations européennes jusqu'à la mise en place des nouveaux pouvoirs civils. L'Armée dite de Libération Nationale ne devait pas pénétrer dans les villes avant l'installation de ces pouvoirs.

L'OAS (Organisation Armée Secrète) née un an auparavant en 1961, pour lutter et défendre l'existence des familles vouées à la perte de plusieurs générations d'existence, visées dans le plan des égorgeurs et de leurs complices occidentaux, s'opposait à ces accords car elle doutait de la conformité des actes et des discours. Des discussions préparatoires à la rédaction de ces accords, ont eu lieu en dehors de la présence à la table des négociations d'autres mouvements d'élites algériennes et européennes qui auraient pu continuer d'assurer une indépendance digne et prospère à ce territoire qui aujourd'hui, pour le malheur de sa population, sombre dans la corruption, les prébendes et l'arbitraire d'une caste au pouvoir depuis cinquante ans. Portés par le rejet de ces

accords « privés », et un ressentiment tyrannicide pour les trahisons et le parjure subis, les dirigeants OAS craignaient l'aggravation des violences sur les populations fidèles à la France.

Ils avaient à leurs trousses des forces policières : gendarmes, gardes mobiles, et barbouzes : des repris de justice sortis de leurs geôles pour une œuvre de mercenaires meurtrière et inquisitoire, relayée par quelques fonctionnaires tortionnaires aux ordres de cette République...On ne parla jamais de la multitude de Français, d'hommes et de femmes, torturés alors par ces envoyés spéciaux !

Un référendum antidémocratique, excluant les Français d'Algérie, fut ouvert aux seuls Français de la métropole le 8 avril 1962, confirmant la volonté de séparation. Tout fut préparé dans les commissions confidentielles lors de l'élaboration de la nouvelle constitution.

A partir du 17 avril 1962, après avoir rejeté les dits « accords d'Evian », le FLN décupla intensivement les enlèvements pour multiplier les disparitions de civils et décourager encore ceux qui espéraient l'accalmie et la sécurité promises. **Mais Ben Bella n'avait-il pas déclaré qu'il ne pouvait envisager une Algérie comportant un million de Pieds-Noirs ?**

Les éléments de l'OAS furent tous évacués le 27 juin après l'engagement par l'Armée Française, encore en place, de protéger la population civile.

Le 1er juillet 1962, les populations algériennes étaient invitées à un référendum sur l'indépendance.

Le 3 juillet, La France reconnaissait l'indépendance de ses départements d'Algérie...

La fête de l'indépendance de l'Algérie était fixée le 5

juillet.

Ce même jour à Oran, deuxième ville d'Algérie, cinquième ville de France, fut commis un massacre «au faciès» de très grande envergure à l'encontre principalement des populations d'origine chrétienne et juive.

Si l'on interroge aujourd'hui nos compatriotes sur ce qui s'est passé le 5 juillet 1962, la presque totalité ne saurait que répondre tellement cette histoire fut **passée sous silence**. Entre sept cents et plus d'un millier de Français d'Algérie (hommes femmes et enfants de tous âges) furent massacrés dans une cruauté inimaginable. Et depuis 50 ans on s'est bien gardé de le faire savoir. Alors forcément, c'est non seulement les populations françaises et européennes, mais le monde même qui l'ignore.

L'historien Jean Monneret nomme cet évènement « la tragédie dissimulée » (aux Editions Michalon) et en révèle quelques éléments essentiels :

La population d'Oran comptait en 1962 environ 380 000 âmes dont la moitié de non musulmans européens et juifs. La chasse « au faciès » et aux noms à consonance latine, débuta de 11H00 du matin jusqu'à 17H00. Sachez que la présence de l'Armée Française représentait dans la ville au minimum 18 000 hommes encore sous uniformes, avec tout près une des plus importantes bases navales de l'époque : Mers el Kébir.

Une rafle méthodique de tous les Européens rencontrés fut mise en place par des éléments musulmans. Mais pour masquer cette organisation, des incidents furent provoqués au centre de la ville, dans un scénario habituel : des tirs, suivis de hurlements « c'est l'OAS ! ». Les autorités algériennes reconnurent plus tard que ce ne pouvait être le cas. Mais il fallait bien hurler à l'agression pour déclencher le processus mortifère...Outre les personnes abattues sur place, les transports d'autres futures victimes s'effectua par camions

entiers (un matériel très rare à l'époque au sein de l'Armée de Libération. Seules les forces françaises en disposaient !)

Des appels au secours furent envoyés depuis le haut de la Poste d'Oran, ce qui pourrait expliquer la violence des attaques subies par les personnes qui s'y étaient réfugiées. Des navires britanniques patrouillant au large les entendirent, pas les autorités françaises! **La consigne des autorités militaires étaient claires : « laisser faire ! » L'ordre de non assistance était donné.** Les soldats français demeurèrent l'arme au pied, consignés dans leurs casernes, tandis que leurs compatriotes épouvantés s'époumonaient à les appeler au secours. Seuls certains officiers intrépides osèrent défier les ordres, notamment le Lieutenant Rabah Kheliff(2) qui sortit en entraînant certains de ses hommes à bord de véhicules, sauvant ainsi quelques centaines de personnes d'une « boucherie » à laquelle elles étaient destinées. Nous n'oublierons pas non plus les actes de bravoures du sous-Lieutenant Doly-Linaudière et du Capitaine Croguennec qui enfreignirent les ordres du Général Katz qui reconnaît avoir survolé la ville en début d'après-midi mais n'a rien remarqué d'anormal. Tous les rescapés sont unanimes, c'est impossible.

Pour comprendre l'horreur de cette tragédie, il faut malheureusement décrire les sévices subis. Des jeunes femmes disparurent pour finir dans les bordels du FLN, sans que jamais nos autorités informées ne cherchent à les récupérer. De malheureuses personnes servirent de « vache à sang » dans des centres de transfusion pro-FLN, dirigés par des médecins français, et des infirmières qui ne furent jamais inquiétés. Un corps médical qui finit paisiblement sa vie en France. Certaines victimes furent démembrées vivantes à la hache, eurent les yeux arrachés ou crevés. On en trouva d'autres exsangues ou égorgées suspendues à des crocs de boucher. D'autres encore crucifiées sur des portes. Des

femmes enceintes éventrées, leur fœtus écrasé ou piqué d'une lame sur une porte. Des hommes défigurés, émasculés vivants avant d'être achevés bestialement et exposés avec leurs parties génitales entre les dents (comme c'était la norme sur les victimes masculines civiles et militaires durant cette guerre). La fureur de la foule et surtout celle des femmes musulmanes devenues hystériques fut canalisée et orientée d'un bout à l'autre de l'horrible massacre. Puis les rues de la ville furent nettoyées le soir venu. Enfin, ces grands charniers furent assez rapidement ensevelis. Des bulldozers s'activèrent pour faire disparaître la plupart des corps dans les carrières du « Petit Lac » près d'une usine d'engrais (SAPCE) où on les recouvrit de chaux vive. Une odeur pestilentielle y flotta pendant de nombreux jours. On a vu plus tard, dans certains quartiers des jeunes jouer au football avec quelques crânes récupérés dans cette décharge...La mémoire des Oranais qui réchappèrent au carnage et qui purent rentrer en Métropole, demeura à jamais marquée. Les vieux Algériens qui se souviennent, dont certains furent interviewés dans le film de Jean-Pierre Lledo (*Histoires à ne pas dire*) se ferment de honte et de peine pour toute l'horreur qui fut infligée aux européens ce jour-là. Un jour d'agonie, comme le désigna Geneviève de Ternant dans *L'agonie d'Oran* aux Editions Gandini.

De l'aveu même de ceux qui ont récemment écrit sur ce sujet, historiens ou journalistes qui ont pu se pencher sur les archives que l'on commence à peine à dépouiller, la réalité vécue dépasse tous les récits. Au mieux, on compatissait au récit des Pieds-Noirs dont on relativisait le pathos. On pensait qu'ils en faisaient trop, mais aujourd'hui les faits extraits dépassent les témoignages. Jean Jacques Jordi est l'historien qui a le plus dépouillé ces archives autour des disparus. Son livre « *Un silence d'Etat* » est un véritable brûlot. Mais en France, tout est entrepris et rodé pour cacher encore ces événements.

Au cours des années quatre-vingt-dix, un ancien membre du FLN : Hocine Aït Ahmed déclarait pour la revue « Ensemble » ce qui suit :

« Au temps des Français l'Algérie c'était le paradis ! Ce fut une tragédie, oui je dis bien une tragédie humaine, et pour reprendre le mot de Talleyrand : plus qu'un crime, une faute ! Une faute terrible pour l'avenir politique, économique et même culturel, car notre chère patrie a perdu son identité sociale. N'oublions pas que les religions, les cultures juives et chrétiennes, se trouvaient en Afrique du Nord bien avant les arabo-musulmans eux aussi colonisateurs, aujourd'hui hégémonistes... Avec les Pieds-Noirs et leur dynamisme, je dis bien les Pieds-Noirs et non pas les Français, l'Algérie serait aujourd'hui une grande puissance africaine, méditerranéenne. Hélas je reconnais que nous avons commis des erreurs politiques, stratégiques. Il y a eu envers les Pieds-Noirs des fautes inadmissibles, des crimes de guerre envers des civils innocents et dont l'Algérie devra répondre au même titre que la Turquie envers les Arméniens. »

Mais il n'y a pas que l'Algérie qui devra y répondre, les responsables français initiateurs et complices, les zéloteurs d'une idéologie qui a semé dans le monde tant de chaos et de conflits fratricides aussi et même les négationnistes qui aujourd'hui s'épanchent sans vergogne pour nier nos morts au champ d'honneur et les victimes innocentes d'odieus massacres.

Pour justement les sortir de l'oubli et pour qu'enfin la Vérité soit sue, nous avons lancé une pétition internationale. La France seule n'est pas en capacité de relire son histoire. Elle a une mémoire trop hémiplegique, elle est trop coutumière du **passé sous silence**. Les mythes ont la vie dure. Il faut aujourd'hui établir les responsabilités non pas à des fins judiciaires mais surtout pour reconnaître le sort fait à des patriotes à qui l'on reprocha leur attachement à la France. Après les avoir ostracisés, on les a réduits au silence ou exécutés, aujourd'hui on cherche à les faire oublier. Il est

important que le peuple Français sache qu'il est un grand berné de l'histoire, et qu'il se réveille avant que les ennemis de la Nation ne la vendent aussi à leur vieux démon fratricide, le père du chaos... !

Non à cette commémoration indécente qu'est le 19 mars que l'on veut nous faire passer comme hommage à toutes les victimes alors qu'elle est le signal de l'abandon et du sacrifice. Non à l'oubli des disparus, du massacre du 5 juillet ou de celui des Harkis. Signez et faites signer la Pétition :

Cliquez [ici](#) pour signer la pétition

Collectif contre l'oubli volontaire du massacre du 5 juillet 1962 à Oran

Claire NAVARRO

Georges BELMONTE

Quelques noms de personnalités qui ont déjà signé la pétition :

Boualem SANSAL, François BALACE, Georges BENSOUSSAN, Pascal BRUCKNER, Eveline CADUC, Robert CASTEL, Anne CAZAL, Huguette CHOMSKI, Claude COHEN-TANNOUDJI (prix Nobel), Jacques FERRANDEZ, Gilles GOLDNADEL, Pascal HILOUT, Jean-Jacques JORDI, Lionel LUCA, Jean-François MATTEI, René MAYER, Monique MOMPAS, Robert MENARD, Michel ONFRAY, Robert REDEKER, Ivan RIOUFOL, Thierry ROLANDO, Gérard ROSSIN, Suzy SIMON-NICAISE, Alain-Gérard SLAMA, Annie SUGIER, Jacques TARNERO, Geneviève de TERNANT, Ara TORANIAN, Christine TASIN, Shmuel TRIGANO, Pierre VERMEREN, Marthe VILLALONGA, Jacques VINCENT, Paul FENTON, Evgueni KISSIN, Gérard LEHMANN, Antoine ABDO, Benjamin HODGSON, Lorry HUDSON BAXTER, Frédéric ZERBIB....

(1) Nom générique donné à ce jour aux « musulmans » francophiles

(2) [Témoignage de Rabah Kheliff](#)